

Centrafrique/ Présidentielle et législatives hier

Avec ferveur et dans le calme pour retrouver la paix

AFP

Bangui/Centrafrique

Favoris du scrutin présidentiel, Anicet Georges Dologuélé, Martin Ziguélé et Abdoul Karim Méckassoua en ont, à l'unisson, minimisé les soucis d'organisation.

LES Centrafricains votaient hier avec ferveur et calme pour une présidentielle et des législatives, une étape importante censée les sortir de trois ans de violences intercommunautaires qui ont entraîné ce pays très pauvre dans une crise sans précédent.

À Bangui, dans de nombreux bureaux de vote, les opérations se poursuivaient au-delà de 16h00, heure prévue de clôture des scrutins.

Dans ces bureaux, le vote avait commencé avec du retard, notamment dans l'enclave musulmane du PK-5, à l'école de Koudoukou, cible de tirs de roquettes le 13 décembre lors du référendum constitutionnel. Ces tirs, œuvre d'extrémistes hostiles au processus électoral, avaient fait cinq morts.

Hier, le quartier était sous haute protection de Casques bleus et les électeurs, très nombreux, se pressaient pour voter, dans une ambiance animée mais calme.

"Je vote car je suis patriote. Pour construire le pays, les hôpitaux et même l'école", expliquait à l'AFP l'un d'eux, Ousmann, 27 ans.

Cette ferveur s'est manifestée dans l'ensemble de la capitale, où aucun incident violent n'avait été signalé en milieu d'après-midi.

"On doit changer la destinée du pays aujourd'hui. Il faut cette fois que le suffrage du peuple ne soit pas détourné", commentait dans le 2e arrondissement de Bangui Philippe Bodo, administrateur civil. "On va élire un bon président pour le pays", assurait Lucie, une jeune électrice.

Dans ce pays de 4,8 millions d'habitants, essentiellement rural, les Centrafricains se sont massivement inscrits sur les listes électorales pour ces élections reportées plusieurs fois en raison de l'insécurité persistante dans certaines zones sous la coupe de bandes armées.

Pour le référendum, beaucoup de résultats ont été écartés en raison de mauvaises procédures de validation de votes. Hier, l'Autorité nationale des élections (ANE) a relevé "des erreurs matérielles sur des bulletins de vote dans plusieurs circonscriptions électorales", à Bangui comme en province.

"Dans certaines localités, les bulletins de vote pour les élections législatives, ne sont pas parvenus dans les bureaux", a indiqué un communiqué de l'ANE, selon laquelle cela entraînerait vraisemblablement un certain nombre d'"élections partielles", une fois tous les problèmes recensés.

Selon des éléments recueillis



Photo : AFP

Le besoin de paix et de sécurité, après près de trois ans de crise, a poussé les Centrafricains à voter nombreux hier, sous la protection des Casques bleus de l'Onu.

par l'AFP, les opérations électorales ont globalement commencé dans plusieurs villes de province, notamment Bouar, Berbérati, Bossangoa, Bambari ou Ndélé, localité où le référendum avait été perturbé par des hommes armés.

Trente candidats sont en lice pour la présidentielle. Le nombre des candidats députés (1 800 au départ) n'avait pas été officialisé mardi, en raison de recours.

Trois personnalités émergent dans la course à la présidence : deux anciens Premiers ministres, Anicet Georges Dologuélé et Martin Ziguélé, ainsi que Abdoul Karim Méckassoua, plusieurs fois ministre.

Les trois rivaux ont minimisé les soucis d'organisation en mettant l'accent sur la mobilisation des électeurs.

"LA PAIX ET LA SECURITE"•

"Les enjeux de ces élections, c'est la reprise en mains du destin de notre pays. Parce que nous n'avons que des problèmes graves dans ce pays", a déclaré à la presse M. Ziguélé. "Même s'il y a des imperfections, même si des bulletins des législatives n'arrivent pas ici ou là (...) il faut qu'ils (les Centrafricains) votent".

Pour M. Méckassoua, "les enjeux de ces élections, c'est la sécurité et la paix. Il y a de cela quelques jours, on nous tirait dessus", a-t-il rappelé à la presse au PK-5 : "certes tout n'est pas parfait (...) Tout ce que je souhaite, c'est que la désorganisation ne puisse pas entacher la sincérité du résultat".

M. Dologuélé a salué la ferveur des électeurs : "je note un grand engouement. Ce vote est important pour en finir avec la souffrance des Centrafricains".

Les forces internationales (Onu et française Sangaris) étaient mobilisées pour assurer la sécurité du vote.

Le renversement du président François Bozizé, en mars 2013, par la rébellion à dominante musulmane Séléka de Michel Djotodia a précipité le pays dans un cycle de violences intercommunautaires qui a culminé fin 2013 avec des massacres et le déplacement de centaines de milliers de personnes, contraintes de fuir les exactions des combattants Séléka et des miliciens essentiellement chrétiens anti-balaka. M. Djotodia a finalement été contraint à la démission début 2014, dans la foulée d'une intervention militaire internationale sous la conduite de la France, ancienne puissance coloniale.

Dirigée depuis par la présidente de transition Catherine Samba Panza, la Centrafrique a une économie détruite, sous perfusion des bailleurs qui, France en tête, ont poussé à l'organisation rapide d'élections malgré l'insécurité.

Les trois derniers chefs d'Etat sont exclus du scrutin. MM. Bozizé et Djotodia, en exil, sont sous le coup de sanctions internationales et la Charte de transition interdisait à Mme Samba Panza d'être candidate. Les opérations de dépouillement des résultats s'annoncent longues. Un probable second tour est prévu le 31 janvier.

L'Afrique en bref

• **Madagascar/Politique.** Aux urnes pour les sénatoriales

Des élections sénatoriales se sont tenues mardi dans le calme à Madagascar pour restaurer enfin la chambre haute du parlement, dissoute après le coup d'Etat de 2009. Les 12 664 grands électeurs, maires et conseillers municipaux, se sont rendus aux urnes pour élire 42 sénateurs. Vingt-et-un autres sénateurs seront désignés directement par le chef de l'Etat, conformément à la Constitution.

• **RD Congo/Politique.** L'inquiétude de l'épiscopat

Les évêques catholiques se sont déclarés inquiets de l'impasse autour du processus électoral en République démocratique du Congo et ont entrepris mardi des consultations pour favoriser le dialogue national qui doit permettre l'organisation d'élections dans un climat apaisé.

• **Tunisie/Justice.** Trois extrémistes condamnés à mort pour le meurtre d'un policier

Trois Tunisiens ont été condamnés à la peine capitale pour avoir égorgé un policier alors qu'il rentrait chez lui, a indiqué hier le Parquet.

A travers le monde

• **Belgique-France/Attentats.** Nouvelle perquisition à Bruxelles

Une nouvelle perquisition a eu lieu hier à Molenbeek-Saint-Jean dans le cadre de l'enquête sur les attentats de Paris, et une personne a été emmenée par la police, a-t-on appris auprès du parquet fédéral belge.

• **Etats-Unis/Justice.** Bill Cosby inculpé d'agression sexuelle



Photo : AFP

Le célèbre acteur américain Bill Cosby a été inculpé hier d'agression sexuelle par la justice américaine, première concrétisation judiciaire des nombreuses accusations dont il fait l'objet depuis plus d'un an et qu'il a toujours contestées.

• **Turquie/Attentat.** Arrestation de deux membres présumés de l'EI

Deux membres présumés du groupe de l'Etat islamique (EI) soupçonnés de préparer un double attentat suicide à Ankara pendant les fêtes de fin d'année ont été arrêtés mercredi par la police turque, en état d'alerte maximale depuis l'attentat meurtrier d'octobre dans la capitale.

• **Russie/Diplomatie.** Avion abattu : Moscou demande à Ankara l'arrestation de l'assassin présumé du pilote

La Russie a exigé hier l'arrestation par Ankara d'un Turc qu'elle accuse d'avoir tué un pilote russe qui s'était éjecté de son avion après avoir été abattu par des F-16 turcs au-dessus de la frontière syrienne le 24 novembre.

Burundi/Crise

Bujumbura s'opposerait par la force à des troupes de l'UA déployées sur son sol

AFP

Nairobi/Kenya

L'avertissement est du président Pierre Nkurunziza. Jamais propos aussi virulent n'avait été prononcé contre cette initiative.

LE Burundi s'opposera par la force aux troupes de l'Union africaine (UA) si celle-ci met en œuvre son projet d'envoyer dans ce pays une mission de maintien de la paix, a prévenu hier le président burundais Pierre Nkurunziza.

"Tout le monde doit respecter les frontières du Burundi. Si les troupes (de l'UA) viennent (...), elles auront attaqué le Burundi, et chaque Burundais devra se lever pour les combattre. Le pays sera attaqué et nous les combattons", a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse également ouverte au public, à Gitega, dans le centre du pays.

L'UA a annoncé mi-décembre qu'elle allait déployer une Mission africaine de prévention et de protection au Burundi (Maprobu), forte de 5 000 hommes, pour tenter d'enrayer le cycle des vio-



Photo : AFP

Le président burundais Pierre Nkurunziza, martial, a menacé hier de recourir à la force contre d'éventuelles troupes de l'UA.

lences.

Le gouvernement burundais en avait déjà rejeté le principe et prévenu que si l'UA devait mener à bien ce déploiement sans son aval, cette mission serait considérée comme une "force d'invasion et d'occupation".

Mais les propos de M. Nkurunziza, qui s'exprimait en Kirundi, la langue nationale, sont les plus virulents prononcés jusque-là par le pouvoir burundais à l'encontre de cette initiative.

"On ne peut pas envoyer de troupes dans un pays si le Conseil de sécurité des Nations unies ne l'a pas accepté. (Or) la résolution des Nations unies dit que la communauté

internationale doit respecter l'indépendance du Burundi, et doit respecter les frontières du Burundi", a notamment justifié le président burundais.

L'Union africaine a soumis sa proposition à l'Onu. La présidente de la Commission de l'UA, Nkosazana Dlamini-Zuma, a écrit au secrétaire général de l'Onu, Ban Ki-moon, pour lui demander le "soutien entier" des Nations unies sur ce sujet.

Le Conseil de sécurité ne s'est pas encore prononcé sur

cette initiative, mais a indiqué en avoir "pris note avec intérêt".

M. Nkurunziza a également estimé que l'envoi d'une mission de paix pouvait se justifier "quand il y a deux forces belligérantes qui s'accordent sur une force d'interposition". "Ce n'est pas le cas ici, car nous faisons face à un problème de sécurité. Ce n'est pas une question politique, car celle-ci a été réglée par les élections" de juillet, a-t-il estimé.

Le Burundi est plongé dans

une profonde crise politique depuis la candidature fin avril de M. Nkurunziza - réélu en juillet - à un troisième mandat, que l'opposition, la société civile et une partie de son camp jugent contraire à la Constitution et à l'Accord d'Arusha qui a mis fin à la guerre civile (1993-2006).

Les violences ont déjà fait plusieurs centaines de morts et poussé plus de 200 000 personnes à quitter le pays, selon l'Onu.

C'est arrivé...

Un requin bondit sur la planche d'un surfeur

UN surfeur australien a eu la peur de sa vie lorsqu'un requin a bondi sur sa planche au large de Sydney l'autre mardi.

Dean Norburn a expliqué qu'il était parti surfer tôt en compagnie de deux amis, au large de Bondi Beach.

"J'étais allongé en train de ramer, puis j'ai ralenti et j'ai voulu m'asseoir sur ma planche et c'est alors que le requin m'a effleuré et a atterri sur ma planche", a dit Dean Norburn.

"Ça m'a fait un choc comme vous pouvez l'imaginer. Et aussi vite qu'il était venu, il a ressauté dans l'eau, a nagé en direction d'un de mes amis, est passé sous sa planche

et puis est parti".

"C'était assez surréaliste. C'était ma première rencontre avec un requin et j'espère que ça sera la dernière", a-t-il ajouté.

Les sauveteurs de Bondi Beach ont confirmé l'incident, expliquant que le surfeur n'avait pas été blessé. Un de ses amis qui a vu l'animal de près de deux mètres de long, pense qu'il s'agissait d'un requin cuivre, ont-ils ajouté.

Dean Norburn, un surfeur confirmé, a expliqué qu'il avait regagné la plage située à une soixantaine de mètres aussi vite que possible.

... à Sydney (Australie)